

Université de Montréal

Rapport de recherche

La démocratie améliore-t-elle la croissance économique?

Présenté par :

Abdoulaye Samri Yacouba

Directeur de recherche :

Alessandro Riboni

Département de sciences économiques

Faculté des arts et des sciences

6 avril 2011

Je tiens à remercier tout particulier mon directeur de recherche, Alexandre Riboni, ma famille et mes Amis.

Sommaire

La méthode est celle de la comparaison transversale, découlant d'un panel d'une centaine de pays de 1990-2005, qui permet de montrer l'effet des politiques gouvernementales et autres déterminants de la croissance économique à long terme.

Le taux de croissance apparaît-il stimulé par des niveaux plus élevés de la scolarisation de base et de l'espérance de vie, une fécondité moins élevée, une inflation plus faible. Si le degré de la démocratie, mesuré par le rôle des élections, n'apparaît pas toujours comme un déterminant critique de la croissance, l'effet de l'accroissement des libertés publiques réelles est lui déterminant. Comme il reconnaît le lien fortement positif entre la prospérité et la propension à développer la démocratie (hypothèse de Lipset ,1959). Mais l'indicateur de la démocratie mesure par les droits politiques est négatif et à un effet non significatif.

TABLE DES MATIÈRES

Introduction

1-Théorie néo-classique et Théories de la croissance endogène

2-Cadre d'analyses pour l'étude de la croissance

3-Revue de la Littérature

4- Cadre empirique

4-1 L'influence du niveau du PIB

4-2 l'effet du niveau initial du capital humain

4-3 l'effet du taux de fécondité

4-4 l'effet de la consommation publique

4-5Le rôle du taux d'investissement

4-6 Les variables régionales

5 – Démocratie

5-1 le cadre d'analyse pour la détermination de la démocratie

5-2Les résultats de la régression relative à la démocratie

Conclusion

Bibliographie

ANNEXE I : Définitions et sources des variables économiques

ANNEXE II : Liste des pays

INTRODUCTION

Le débat sur le lien entre politique et croissance trouve son origine dans une question tout à fait fondamentale : la démocratie et le développement économique sont-ils incompatibles? La discussion sur les effets économiques des droits démocratiques fondamentaux remonte au moins au début du XIXe siècle. À cette époque, la principale préoccupation était de considérer les effets sur la propriété privée du suffrage universel et de la liberté de constituer des syndicats. Le fait que les pays développés soient des démocraties alors que dans de nombreux PED, les régimes démocratiques ne réussissent pas à soutenir la croissance économique a suscité un débat permanent sur la relation existante entre les types de régimes politiques et la croissance économique. Jusqu'à une date récente, l'immense majorité des débats théoriques sur le lien entre politique et croissance a porté essentiellement sur les effets économiques des degrés de la démocratie. Les libertés économiques, qu'elles prennent la forme de marché libre ou de gouvernements de taille réduite mettant l'accent sur le maintien des droits de propriété, sont censées encourager la croissance économique. Ce point de vue reçoit le soutien de la présente étude, qui utilise des données provenant de nombreux pays depuis 1990. Les résultats confirment l'importance de la liberté économique et de fournir certaines quantifications des liens entre les taux de croissance, les distorsions du marché, la primauté du droit, et d'autres variables. La relation entre la liberté économique et la liberté politique est davantage controversée, comme cela a été souligné dans les parties théoriques ouvrages récentes de Sirowy et Inkeles (1990) et Przeworski et Limongi (1993). Quelques observateurs comme Friedman (1962) pensent que les deux libertés se renforcent mutuellement. En suivant cette idée, une expansion des droits – d'avantage de démocratie – favoriserait les droits économiques et tendrait, de ce fait, à stimuler la croissance. Mais on a aussi souligné d'autres aspects de la démocratie qui tendent à ralentir la croissance, notamment la tendance à décréter des redistributions des riches vers les pauvres (y compris via des réformes agraires) dans des systèmes de vote à la majorité ; ou la possibilité d'accroître le rôle des groupes d'intérêt dans des systèmes disposant d'un corps législatif représentatif. Les régimes autoritaires peuvent éviter en partie ces inconvénients de la démocratie. En outre, rien en principe n'empêche des gouvernements non démocratiques de maintenir les libertés économiques et la propriété privée. Un dictateur n'a pas à s'engager dans une planification centralisée. Parmi les exemples d'autocraties ayant accru les libertés économiques, on trouve le gouvernement de Pinochet au Chili, le régime du Shah de l'Iran et divers gouvernements passés et présents en Asie du Sud-est. Par ailleurs, comme Schwarz (1992) l'a observé, la plupart des pays de l'OCDE ont démarré leur développement économique moderne dans des systèmes dans lesquels les droits politiques étaient limités, et devinrent des droits politiques représentatifs beaucoup plus tard. Les effets de l'autocratie sur la croissance sont évidemment

défavorables si un dictateur utilise son pouvoir pour piller la richesse de la nation et mettre en œuvre des investissements non-productifs. de nombreux gouvernements Africains, quelques-uns en Amérique latine, quelques un dans les anciennes économies de l'Europe de l'Est. Ainsi, l'histoire suggère que l'on a deux types de dictateurs : le premier pour lequel ses objectifs personnels entrent souvent en conflit avec la recherche de croissance, et le second pour lequel ses intérêts débouchent sur une préoccupation en accord avec le développement économique. Cette perspective correspond aux idées de Sah (1991) selon lesquelles la dictature est une forme d'investissement risqué. En tout cas, la théorie qui détermine quelle forme de dictature emportera dans les faits semble marquer.

Les institutions démocratiques fournissent un contrôle sur le pouvoir du gouvernement, et de ce fait limitent la possibilité des fonctionnaires publics de se constituer une richesse personnelle et de mener à bien des politiques impopulaires. Dans la mesure où quelques une des politiques qui stimulent la croissance sont aussi politiques tend alors à accroître la croissance. On ne peut donc conclure a priori sur l'effet net de la démocratie sur la croissance interaction entre les institutions politiques et les résultats économiques conditionnent également l'effet du niveau de vie sur la propension d'un pays à faire l'expérience de la démocratie. Depuis les recherches de Lipset (1959), une opinion souvent partagée veut que la prospérité stimule la démocratie, l'idée souvent décrite comme hypothèse de Lipset. Lipset (1959) préfère apparemment l'analyser comme l'hypothèse d'Aristote : « Depuis Aristote et jusqu'à maintenant, les hommes ont soutenu que c'est seulement dans une société riche ou vivent relativement peu de citoyens pauvres que la majorité de la population pourrait participer de manière intelligente à la vie politique et se prémunir contre les appels de démagogues irresponsables ».

Les modèles théoriques des effets de la prospérité sur la démocratie ont été peu développés. Lipset (1959) met l'accent sur le rôle d'un développement de l'éducation et de l'élargissement d'une classe moyenne, pour augmenter la réceptivité aux normes de la tolérance politique démocratique. Il met aussi l'accent sur l'idée de Tocqueville (1835) selon laquelle les organisations et les institutions privées sont importantes pour contrôler une dictature. Ce point a été développé par Putman (1993) qui soutient que la propension à l'activité civique est la base d'un bon gouvernement dans les régions d'Italie. Pour Huber, Rueschemeyer et Stephens (1993), le concept clé est que le développement capitaliste a baissé le pouvoir de la classe des propriétés terriennes et augmente le pouvoir et la capacité d'organisations des classes moyennes et ouvrières. Malgré l'absence de théorie incontestable, les résultats internationaux examinés dans cette étude confirment l'hypothèse de Lipset est vérifiée empiriquement avec une forte régularité. En particulier, des accroissements du niveau de vie tendent à engendrer un accroissement progressif de la démocratie. À l'opposé, les démocraties qui se sont érigées sans développement économique antérieur (quelquefois parce qu'elles sont imposées par d'anciens

pouvoirs coloniaux ou des organisations internationales) tendent à ne pas durer . Étant donné la force de cette régularité empirique, on pourrait penser que des analyses théoriques claires et non contestables pourraient être réalisées. (Cela semble être le cas lorsque l'analyse est menée à partir du terrain et non de la théorie.

La section 1 commence l'esquisse des anciennes et nouvelles théories de la croissance. Nous examinerons le Cadre d'analyses pour l'étude de la croissance dans la section 2 ensuite la section 3 expliquera la revue de littérature. Les preuves empiriques dans la section 4 et enfin la section 5 confirmera l'hypothèse de Lipset.

1. Théorie néo-classique et Théories de la croissance endogène

Dans les années soixante, la théorie de la croissance se résumait principalement au modèle néo-classique, tel que développé par Ramsey (1982), Solow (1956), Swan (1956) ,et koopmans (1965). Une caractéristique de ce modèle , analysée sérieusement comme hypothèse de recherche empirique au cours des années récente, est la propriété de convergence : plus le niveau de départ du produit intérieur brut par habitant est faible, plus le taux de croissance attendu est élevé.

Si toutes les économies étaient intrinsèquement les mêmes, à l'exception de leur intensité de départ en capital, on aurait une convergence stricte : la croissance par habitant des pays les plus pauvres tendrait à être plus rapide que celle des pays les plus riches. Par contre , si les économies différentes en termes de propensions à épargner, de fécondité, d'attitude face au travail, d'accès a la technologie, de politiques publiques, etc., la convergence ne se réalisera que sous certaines conditions. Le taux de croissance est d'autant plus élevé que le PIB de départ par habitant est faible par rapport à sa situation d'équilibre de long terme, autrement dit que l'économie part d'une situation bien inférieure à celle correspondant à sa position d'équilibre. Par exemple, un pays pauvre qui vise une situation d'équilibre de long terme peu élevée, en raison d'une politique économique publique nuisible ou d'un taux d'épargne faible, n'enregistrera pas un taux de croissance élevé.

Dans le modèle néo-classique, la propriété de convergence tient à l'existence du capital décroissant. Les économies qui ont un niveau de capital par travailleur faible (par rapport à son niveau de long terme) tendent à avoir des taux de rendement et des croissances plus élevés. La convergence est conditionnelle parce que les niveaux d'équilibre du capital et de la production de travailleur dépendent dans ce modèle de la propension à épargner, du taux de croissance démographique, de la position de la fonction de production, autant de caractéristiques variant d'une économie à l'autre. Des prolongements récents du modèle ont d'ailleurs suggéré d'inclure d'autres facteurs de variation des situations d'un pays à l'autre, tels le rapport entre

les politiques publiques et les niveaux de dépenses de consommation, la protection des droits de propriété, et les distorsions entre les marchés nationales et internationales.

Dans le modèle néo-classique, on gagne à étendre le concept au-delà des biens physique pour y inclure le capital humain sous ses différentes formes : le niveau d'éducatons, d'expériences et de santé (voire Lucas 1988, Rebelo 1991, Caballe et Santos 1993, Mullingan et Sala-i-Martin 1993) si l'économie tend vers un ratio d'équilibre stable entre son capital humain et son capital physique, ce ratio peut au départ s'écarter de sa valeur de long terme. L'ampleur de cet écart affectera la vitesse à laquelle le produit par habitant se rapproche de son niveau d'équilibre. Par exemple, un pays dont le rapport de départ de capital humain /capital physique est élevé (peut-être au lendemain d'une guerre qui a détruit une grande partie de son stock de capital physique) tendra à croitre rapidement, car le capital physique est davantage sujet à une expansion rapide que le capital humain. Ce phénomène sera renforcé par le fait que les innovations technologiques externes seront d'autant mieux assimilées que la dotation en capital humain sera importante (Nelson et Phelps 1996, Benhabib et Spiegel 1994). Le taux de croissance d'une économie sera donc d'autant plus sensible à son niveau de départ de production par habitant que son stock de capital humain le sera. Une autre conclusion du modèle néo-classique, y compris dans le cas où le capital humain est bien considéré, est d'affirmer qu'en l'absence d'innovations technologiques continues, la croissance du produit par habitant cessera. Cette prévision qui rappelle celles de Malthus (1798) et Ricardo (1817) vient de l'application de l'hypothèse des rendements décroissants à un concept élargi de capital. Pourtant, les données de long terme de nombreux pays indiquent que le taux positif de croissance par habitant peuvent persister plus d'un siècle, sans témoigner d'orientations à la baisse.

Au cours des années cinquante et soixante, les théoriciens de la croissance ont reconnu cette limite du modèle, et se sont efforcés de la surmonter en supposant un progrès technique exogène. Ce mécanisme permettait de rendre compatible la théorie et l'existence de taux de croissance par habitant positif ou même constante à long terme, la propriété de convergence conditionnelle restant acquise. Mais dans ce cas-là, le taux de croissance par habitant de long terme est entièrement déterminé par une donnée exogène au modèle, le taux de progrès techniques. Comme le taux de croissance à long terme de la production dépend aussi d'une donnée exogène : le taux de croissance démographique, on se retrouve avec un modèle de croissance qui n'explique pas la croissance à long terme de l'économie, ce qui est manifestement insatisfait.

De récents travaux sur la théorie de la croissance endogène se sont efforcés d'apporter le chaînon manquant de cette croissance à long terme. Ces travaux proposent en général une théorie du progrès technique. Une telle introduction reste pourtant difficile, dans la mesure où

elle remet en question les hypothèses traditionnelles de la concurrence (mais ces introductions fonctionnent bien dans le modèle de Frank Ramsey, David Cass et Tjalling Koopmans).

Une avance technologique implique l'émergence de nouvelles idées, caractérisées par une dose minimale de non-rivalité et revêtant donc au moins en partie la caractéristique de biens publics. Pour une technologie donnée (ou pour un niveau de connaissance donnée), on peut raisonnablement avancer l'hypothèse de rendement d'échelle constant des facteurs de production, tel le travail non qualifié, le capital au sens large et la terre. Mais si de nouvelles idées apparaissent comme facteurs de production, les rendements d'échelle tendent à être croissants, ce qui va contre l'hypothèse de concurrence parfaite. En outre, il devient impossible de rémunérer les anciennes idées autrement qu'à leur coût de production marginal effectif qui est nul, ce qui n'incitera pas à l'effort de recherche à l'origine de ces nouvelles idées.

Arrow (1962) et Sheshinski(1967) ont proposé des modèles dans lesquels les découvertes étaient des retombées de la production ou de l'investissement, mécanisme décrit comme celui d'apprentissage. Dans ces modèles, chaque découverte individuelle a des retombées immédiates sur l'économie tout entière, cette diffusion instantanée tenant à ce que la connaissance est un bien non concurrentiel. Romer (1986) a montré plus tard que le cadre concurrentiel pouvait alors être conservé pour déterminer un taux d'équilibre du progrès technique, le taux de croissance n'étant pas nécessairement optimal au sens de Pareto. Plus généralement, le cadre concurrentiel s'effondre si les découvertes dépendent en partie d'objectifs volontaires en matière de recherche-développement, et si les innovations technologiques d'un agent se diffusent progressivement vers les autres producteurs. Dans cette situation plus réaliste, une théorie décentralisée du progrès technologique requiert des modifications profondes du cadre d'analyses pour y incorporer des éléments de concurrence imparfaite. Ces apports à la théorie n'ont été introduits qu'avec les recherches de Romer (1987,1990) à la fin des années quatre-vingt.

Une nouvelle vague de chercheurs-Romer (1986), Lucas (1988) et Rebelo (1991)-initiée par les travaux d'Arrow (1962), Sheshinski (1997) et Uzawa (1965) n'a pas vraiment introduit de théorie du changement technologique. Dans ces modèles, la croissance peut se poursuivre indéfiniment parce que les rendements de l'investissement en capital, y compris en capital humain, ne diminuent pas nécessairement lorsque l'économie se développe, idée qui rejoint celle de Knight(1944). La diffusion de la connaissance parmi les producteurs et les effets externes du capital humain font partie de ce processus parce qu'ils permettent d'éviter la tendance à la baisse du rendement de l'investissement.

L'arrivée des théories sur la recherche-développement et la prise en considération de la concurrence imparfaite dans les modèles de croissance a commencé avec Romer (1987,1990) pour se poursuivre avec des contributions significatives de Aghion et Howitt (1992), et de

Grossman et Helpmann(1991). Barro et Sala-i-Martin (1995) exposent et élargissent ces modèles . Dans ces présentations le progrès technologique résulte d'un objectif fixe en recherche-développement, activité récompensée selon Schumpeter (1934) par la détention d'une forme de pouvoir monopolistique ex post. S'il n'existe pas de tendance à l'épuisement de ces découvertes ,les taux de croissance peuvent rester positifs à long terme . Mais le taux de croissance et le volume tendanciel de recherche ont peu de chances de satisfaire aux critères de l'optimum de Pareto en raison des distorsions consécutives à la création de nouveaux biens et des nouvelles méthodes de production. Dans ces conditions, le taux de croissance a long terme dépend des actions des gouvernements, comme la politique fiscale, le respect des lois et des règlements, la fourniture de services collectifs, la protection des droits de propriété intellectuelle, la réglementation du commerce international, des marchés financières, etc. le gouvernement a donc un grand pouvoir , positif ou négatif, d'infléchissement du taux de croissance a long terme.

Ces premières versions des théories de la croissance endogène avaient pour défaut de ne plus évoquer le principe de convergence conditionnelle. Comme il s'agit la d'une régularité forte de l'analyse des pays et des régions, ils devaient important d'élargir les nouvelles théories pour y rétablir la propriété de convergence. Un exemple de ces élargissements intègre la diffusion de la technologie (voir Barro et Sala—i-Martin 1997). Alors que l'analyse des découvertes renvoie à la manière dont les économies « suiveuses » se partageront, par imitation, ces Progrès. Comme l'imitation tend à coûter moins cher que l'innovation, les modèles de diffusion prévoient des possibilités de convergence proches de celles avancées par le modèle de croissance néo-classique. Aussi ce modèle rend-il compatible la croissance a long terme avancé par les théories de la croissance endogène sur la base de l'émergence de découvertes dans les économies en point avec le principe de convergence avancé par les modèles de croissance néo-classique sur la base de l'absorption graduelle de ces découvertes par des économies moins avancées.

Les théories de croissance endogène qui intègre la découverte de nouvelles idées ou méthodes de production sont importantes, car elles permettent d'expliquer la croissance de long terme. Le travail empirique relatif a la croissance menée récemment sur plusieurs pays, reste pourtant inspire des premiers modèles néo-classiques, même élargis a la prise en considération du rôle des politiques gouvernementales, du capital humain et de la diffusion de la technologie. Si les théories du changement technologique fondamental semblent plus importantes pour comprendre pourquoi le monde, dans son ensemble, peut continuer à croître indéfiniment en termes de taux de croissance par habitant, elles sont moins performantes pour déterminer les taux de croissance relatifs des différents pays, indicateur-clé des statistiques internationales.

2. Cadre d'analyses pour l'étude de la croissance

Le cadre qui va être utilisé pour analyser la détermination de la croissance suivra la version élargie du modèle néo-classique, telle que décrite précédemment. Le modèle peut être représenté par l'équation :

$$Dy = F(y, y^*) \quad (1.1)$$

Où Dy est le taux de croissance de la production par habitant, y le niveau courant du produit par habitant, et y^* le niveau d'équilibre de long terme de la production par habitant. Ce taux de croissance, Dy , est décroissant par rapport à y pour un niveau y^* donnée, et croissant par rapport à y^* pour un niveau de y donnée. La valeur cible y^* dépend d'un éventail de choix et de variable d'environnement. Les choix du secteur privé concernent les taux d'épargne offre de travail, les taux de fécondité, autant de variables qui dépendent elles-mêmes des préférences et des couts. Les choix publics ont trait aux dépenses publiques possibles en faveur de catégories sociales spécifiques, aux taux d'imposition, à l'extension des distorsions liées aux marchés ou aux décisions des milieux des affaires, à la capacité de faire respecter la loi et les droits de propriété, et au degré de liberté politique. Un autre facteur pour une économie ouverte réside dans les termes de l'échange, eux-mêmes imposent par les conditions extérieures pour un petit pays.

Pour un niveau donne de production par habitant, y , un accroissement du niveau d'équilibre, y^* , augmente le taux de croissance par habitant pendant une période transitoire. Par exemple, si les gouvernements améliorent l'environnement du milieu d'affaires (en allégeant le poids de la réglementation, de la corruption et de la fiscalité, ou en renforçant les droits de propriété), le taux de croissance augmente dans un premier temps. Des effets semblables surviennent si les agents décident d'avoir moins d'enfants (au moins dans une économie fermée) pour épargner une fraction plus élevée de leur revenu.

Dans ces cas de figure, l'accroissement de la valeur objectif, y^* , se représente sous la forme d'un accroissement transitoire du taux de croissance de l'économie. Comme le volume de production, y , augmente, les effets des rendements décroissants ramènent éventuellement le taux de croissance, Dy , à une valeur déterminée par le taux de progrès technologiques. Les transitions tendant à être longues, les effets des changements de politique gouvernementale ou de comportements privés sur la croissance persistent durablement.

Pour des valeurs données des variables de choix et d'environnement et, en conséquence, de y^* - un niveau de départ plus élevé du produit par habitant, y , implique un taux de croissance par habitant plus faible. Cet effet correspond bien au principe de convergence conditionnelle. Il faut souligner, cependant, que les pays pauvres ne croîtront pas rapidement, si leur position d'équilibre, y^* , est plus bas. En réalité, un niveau peu élevé d' y^* explique pourquoi un pays

enregistrerait justement une valeur observée de Dy faible sur une période de départ choisie arbitrairement.

3. Revue de la littérature

Nous explorons la question comment, les institutions politiques et particulièrement la démocratie affectent la croissance économique. Les analyses existantes de la relation entre démocratie et la croissance s'intéressent soit à la causalité du revenu ou de la croissance vers la démocratie soit à la causalité inverse.

Barro (1999) met en évidence une relation non-linéaire par laquelle la démocratie améliore la croissance pour des niveaux faibles de liberté politique, mais réduit la croissance lorsqu'un niveau raisonnable de liberté a déjà été atteint. En analysant la causalité inverse de la croissance vers la démocratie, **Barro** (1999) montre que des niveaux plus élevés de revenus prédisent une augmentation de la démocratie (mesurée par un indicateur de droits électoraux).

L'article récent d'Acemoglu, Johnson, Robinson et Yared (2005) montre que la corrélation positive entre démocratie et le revenu dans les régressions en coupe transversale disparaît une fois que l'on a contrôlé pour les effets fixes pays dans les régressions de panel de pays.

Helpmann clôture son ouvrage par une sélection d'articles mêlant habilement théories et vérifications empiriques autour de la politique économique du développement. Dans cette partie, Helpmann ne semble pas vouloir donner une réponse absolue quant à la relation entre démocratie et croissance économique, puisque les trois derniers chapitres exposent au lecteur des visions très différentes. Ce n'est pas tant qu'on remette en question la nécessité d'instaurer une démocratie pour amorcer le développement des états, mais que sans les bonnes institutions et incitations, aucune amélioration de long terme n'est envisageable, pas plus en tout cas que dans un régime autocratique. En outre, en choisissant, l'étude de Persson et Tabellini comme chapitre de clôture, Helpmann met l'accent sur l'importance des hypothèses des modèles théoriques et les méthodes d'estimations choisies qui conditionnent largement les conclusions de chaque étude.

Pour mieux comprendre, penchons-nous sur **Besley et Kudamatsu** (« Making autocracy Works » 2008) qui nous donnent une image plus contrastée des systèmes autocratiques qu'habituellement. En effet, en accentuant le fait que le fonctionnement systémique d'une autocratie a toujours été négligé dans la littérature, les auteurs partent du constat que la démocratie ne garantit pas toujours la croissance et qu'autocratie peut parfois s'associer à de meilleures performances. La Chine est souvent donnée comme exemple récent de réussite économique sans pré-requis démocratiques, et en remontant dans le temps on constate que la Révolution industrielle britannique s'est amorcée bien avant que soient mises en place des élections libres et démocratiques (il faut préciser ici que Besley et Kudamatsu évaluent la démocratie uniquement au travers la nature des élections). En observant les faits stylisés, il est

rapidement mis en évidence que les régimes dictatoriaux ont pour particularité de passer d'un extrême à l'autre en termes de performances économiques, c'est-à-dire que les taux de croissance seront soit beaucoup plus forts que pour les démocraties (« outperforming »), soit bien inférieurs. Les auteurs présentent donc un intérêt majeur à comprendre les mécanismes de décision en régime autocratique. L'article est fondé sur l'idée que les performances économiques dépendent du degré de responsabilité du dirigeant qui, quel que soit le régime, a un rôle dominant dans la prise de décision.

En effet, si dans une démocratie, c'est le processus électoral qui rend le leader responsable de ses actes (en vue d'une réélection), les dictateurs fondent leur maintien sur un groupe de citoyens clef mis au pouvoir. Ce groupe qui tirera les bénéfices de la politique du leader en tant que citoyen, exercera une pression plus ou moins forte sur le leader, afin qu'il mette en place des politiques favorables à leur propre bien-être qui dépend de l'intérêt général. On comprend ainsi pourquoi occasionnellement un régime autocratique peut porter ses fruits en termes d'intérêt général, si le groupe qui tient les clés du pouvoir en main cherche à profiter des politiques mises en œuvre, alors la croissance économique pourra s'amorcer. Il est évident qu'une condition majeure est l'aptitude du groupe politique à menacer le leader autocratique, sans quoi, il aurait toutes les cartes en main pour diriger sans prise de responsabilité, entraînant le pays au plus bas.

Reprenons leur exemple: la Chine. Les 20 membres du Bureau du Parti communiste chinois font référence au groupe de pression autour du leader. Ainsi en 2002, Jiang Zemin est, malgré sa tentative de convaincre les membres du Parti, remplacé par Hu Jin tao, parce que les membres du parti avaient jugé que le creusement des inégalités qui s'était produites sous Jiang allait, à terme, miner le succès économique global de la Chine. À raison, donc, le leader est remplacé, au profit d'une croissance économique inégalée pour le pays.

Un élément clé dans la « réussite » de ce type de régimes est le « turn-over » du leader, qui favorise la mise en place de politiques en faveur du développement, justement du fait que le leader supporte une pression plus importante le poussant à plus de responsabilités.

Il est évident que le but de Besley et Kudamatsu n'est pas de faire des louanges aux régimes autocratiques, bien au contraire. Il s'agit de mettre en évidence certains mécanismes institutionnels incitant la tête du gouvernement à agir pour améliorer la situation économique du pays. La démocratie, selon les auteurs, n'est pas une condition suffisante au développement économique, sans un système d'incitations performant. Il est évident que les dictatures peuvent mener un pays aux pires situations et états de crise, à moins que les intérêts des décideurs politiques soient mêlés à l'intérêt général.

Aghion, Alesina et Trebbi adoptent un argumentaire différent pour exprimer la fragile relation entre démocratie et croissance économique. En effet, partant des mêmes faits stylisés, les auteurs sont amenés à considérer que les institutions d'un régime démocratique vont

différemment impacter les secteurs économiques. On se retrouve finalement dans cette vision dualiste où le processus démocratique est un jeu à somme positive où des secteurs sont gagnants et d'autres sont perdants, ce qui dépend, selon les auteurs, du contenu technologique de chaque secteur. En développant, un modèle théorique leur permettant d'évaluer l'impact des institutions démocratiques sur l'entrée de nouvelles firmes dans un secteur. Aghion, Alesina et Trebbi supposent que les firmes déjà présentes sur un marché vont devoir fournir d'autant plus d'efforts et de pots-de-vin pour empêcher l'entrée de nouvelles concurrentes, que le niveau de démocratie s'élève. Ainsi, des institutions plus démocratiques incitent l'innovation des nouvelles firmes et donc impactent plus les secteurs ayant un fort contenu technologique. Ainsi, les auteurs ont testé la relation démocratie-croissance, d'une part sans contrôler ces **interactions entre institutions-secteurs-innovations**, ne trouvant alors aucune relation significative. Dès que ces interactions entre démocratie et degré technologique sont intégrées, ils trouvent non seulement un effet positif des institutions sur les secteurs innovants, mais aussi un impact positif sur la croissance économique globale.

Le dernier chapitre de l'ouvrage d'Helpmann est consacré aux **travaux de Persson et Tabellini** qui ont voulu réévaluer la relation entre démocratie et développement en adoptant une toute autre méthode d'estimation. En effet, en étudiant la relation à travers une estimation non-paramétrique, les auteurs concluent que l'impact de la démocratie sur la croissance a souvent été sous-estimé. En relâchant, cette hypothèse de linéarité imposée à la relation, Persson et Tabellini mettent en évidence que l'impact d'un changement de régime politique peut être considérable. Ainsi, si un pays perd ses institutions démocratiques après la mise en place d'une dictature, il peut connaître une récession de près de 45 %.

4. Cadre empirique

L'intérêt des chercheurs pour la croissance économique de long terme a été renouvelé dans les années 80 par un fructueux article de Romer (1986). L'analyse empirique des déterminants de la croissance, d'abord dominée par les progrès de la théorisation, a connu un essor similaire peu de temps après. En l'espace de quelques années, un grand nombre d'études empiriques ont commencé à identifier les déterminants des différentiels de taux de croissance, en utilisant des régressions comparatives entre pays. La vague actuelle de travaux empiriques portant sur l'évolution comparée de la croissance au niveau international a été amorcée par Kormendi et Meguire (1985), et Barro (1991) lui ont donné son impulsion la plus importante. Il a été montré de façon convaincante, du moins en théorie, que le processus de croissance est relié à un ensemble de variables de choix et de l'environnement.

Le tableau 1-1 donne les résultats obtenus à partir des régressions du cadre d'analyses proposé, par l'équation 1-1. Les régressions portent sur un échantillon de 128 pays, observés sur la période de 1990-2005. Les variables dépendantes sont le taux de croissance du PIB par habitant sur 2 périodes : 1990-2000 et 2000-2005.

Certaines analyses antérieures comme celle de Barro (1991) utilisait un cadre d'analyses transversal ou le taux de croissance et les variables explicatives n'étaient observées qu'une seule fois par pays. La principale raison de l'augmentation de panel est l'élargissement de l'information de l'échantillon. Bien que la preuve la plus claire provienne des variations transversales entre pays, la dimension chronologique à l'intérieur d'un pays donné fournit aussi des informations intéressantes. L'information est meilleure pour les variables qui ont connu une forte variation dans le temps à l'intérieur d'un pays, par exemple le taux d'inflation.

La théorie sous-jacente concerne la croissance de long terme, et le temps de réaction exact entre la croissance et ses déterminants n'est pas toujours très bien indiqué lorsque le cycle des affaires change rapidement. Par exemple, des relations annuelles risquent ici d'être caractérisées par des chevauchements dans le temps et de donner lieu à des erreurs d'interprétation. En outre, un grand nombre de variables étudiées, tels les taux de fécondité, l'espérance de vie et le niveau d'éducation atteint, ne sont pas mesurées dans de nombreux pays sur des périodes inférieures à cinq ou dix ans. Ces considérations incitent à mettre l'accent sur la détermination des taux de croissance sur des intervalles de temps plutôt longs. En faisant un compromis avec la recherche d'informations complémentaires, j'ai travaillé sur des périodes de cinq ou dix ans. Plus précisément, j'ai étudié les taux de croissance sur la période de 1990-2000 et sur une période de cinq de 2000-2005.

La régression indiquée dans la colonne 1 du tableau 1-1 inclut des variables explicatives qui peuvent être interprétées soit comme des valeurs de départ de variables d'état soit comme des variables de choix ou d'environnement. Les variables d'état incluent le niveau de départ du PIB et les évaluations du capital humain sous la forme de l'éducation et de la santé. Le niveau du PIB reflète les dotations en capitale physique et en ressources naturelles (et dépend également de l'intensité du travail et du niveau non observé de la technologie). Les variables de choix et d'environnement sont le taux de fécondité, les dépenses de consommation publiques, l'indice de la démocratie (droits politiques), et le taux d'inflation.

Tableau 1-1

Régressions relatives au taux de croissance par habitant

Variable indépendante	(1)	(2)
Log (PIB)	0.91483 (1.04)	-0.50602(0.41)
primary schooling	-0.193659 (0.89)	0.1032(0.39)
secondary schooling	0.10557 (0.28)	-0.3956(1.10)
Log (Espérance de vie)	3.0507 (0.79)	-5.3191 (-0.94)
Log (taux de fécondité)	-1.2248 (0.57)	-4.7811 (-1.50)
Taux de consommation publique	-0.00145 (1.22)	-0.00152 (-0.04)
Indice de la démocratie	-0.740120 (-0.92)	0.21416 (0.20)
Indice de la démocratie au carrée	0.06905 (0.81)	-0.09054 (0.80)
Liberté civile	0.49108 (0.99)	0.48681 (0.77)
Taux d'inflation moyen	3.61e-11 (1.29)	-4.7811 (-1.50)
Taux d'investissement	0.08597 (3.78)	0.05845 (1.72)
R-square	0.3259	0.1142
Nombre d'observations	105	106

Notes : Le système comprend 2 équations, dont les variables dépendantes sont le taux de croissance du PIB réel par habitant pour 1990-2000 et 2000-2005. Les variables PIB (produit intérieur brut réel par habitant), scolarisation totale primaire et secondaire (âge de fin d'études de vingt-cinq ans ou plus) se réfèrent à 1990 et 2000. L'espérance de vie à la naissance est donnée pour la période 1990-1994, 2000-2004. Le taux d'inflation est le taux de croissance pour chaque période d'un indice de prix à la consommation (ou d'un délateur du PIB dans certains cas). Les autres variables sont mesurées par leur moyenne par période. Ces variables sont le

logarithme du taux de fécondité, le ratio consommation publique et l'indice de la démocratie. L'estimation est réalisée à l'aide de la méthode de moindres carrés ordinaire (MCO)

4-1 L'influence du niveau du PIB

Pour des valeurs données des autres variables explicatives, le modèle néo-classique prévoit un coefficient négatif pour le PIB de départ pris sous sa forme logarithmique. Ce coefficient s'interprète comme un taux conditionnel de convergence. Si les autres variables explicatives restent constantes, l'économie tend alors à se rapprocher de sa position d'équilibre (en fonction de l'ampleur du coefficient). Le coefficient de valeur 0.914 (écarts type= 01,04) et n n'est pas significatifs.

4-2 l'effet du niveau initial du capital humain

Le capital humain de départ apparait à travers trois variables du système : l'âge de fin d'études primaire et secondaire totaux âges de vingt-cinq ans et plus au début de chaque période ; le logarithme de l'espérance de vie à la naissance au début de chaque période (indicateur du niveau de santé) ; les données relatives aux années de scolarisation constituent des versions améliorées des chiffres de Barro et Lee (1993).

Les résultats montrent un coefficient positif et non significatif du nombre d'années d'études dans le secondaire pour toute la population de plus de vingt-cinq ans sur la croissance (0,1055 (0.28))

La scolarisation primaire totale (âgés de vingt-cinq ans ou plus) n'a pas d'effet significatif, le coefficient est négatif -0,1936 (0.89).

4-3 l'effet du taux de fécondité

Si la population augmente, une partie de l'investissement national est utilisée pour fournir du facteur capital aux nouveaux travailleurs plutôt que pour augmenter la quantité de capital par travailleur. Aussi un taux de croissance démographique plus élevé a-t-il un effet négatif sur y^* , le niveau d'équilibre de long terme de la production par habitant dans le modèle de croissance néo-classique. Un taux de fécondité plus élevé signifie que des ressources supérieures devront être affectées à l'éducation des enfants plutôt qu'à la production de biens (voir Becker et Barro 1988). La régression de la colonne 1 du tableau 1-1 met en évidence le coefficient nettement négatif :-1,225 (0,57) du log de taux de fécondité total. Les décisions relatives à la fécondité sont pour l'essentiel endogène . Une recherche antérieure a montré que la fécondité diminue

avec les indicateurs de prospérité, la relation entre le taux de croissance et le taux de fécondité notamment l'éducation primaire des femmes (voir Schultz 1989, Behrman 1990, et Barro et Lee 1994). Le coefficient reflète l'impact de la fécondité sur la croissance, plutôt que l'inverse. (Une liaison inverse concernerait le niveau de PIB plutôt que son taux de croissance.) Bien que la croissance démographique ne puisse être considérée comme le déterminant le plus important du progrès économique, les résultats suggèrent clairement qu'une baisse exogène du taux de natalité augmenterait le taux de croissance de la production par habitant.

4-4 l'effet de la consommation publique

La régression de la colonne 1 du tableau 1-1 montre l'effet nettement négatif de la consommation publique sur la croissance, dépenses d'éducation et de défense exclues. Le coefficient estimé est de -0,0145 (1,22). Le choix de cet indicateur spécifique des dépenses publiques montre que ces dépenses n'améliorent guère la productivité. De ce fait, un plus grand volume de dépenses publiques non productives – et la fiscalité qui leur est associée – réduit le taux de croissance pour une valeur de départ donnée du PIB, ce qui signifie qu'une administration importante nuit à la croissance économique.

4-6 Les variables régionales

Les taux de croissance économique récents sont étonnamment bas en Afrique et en Amérique latine, et étonnamment élevée en Asie. Sur la période de 1990-1999. La moyenne des taux de croissance par habitant pour 127 pays pour lesquels on disposait de données était de 1,37, alors qu'il était de 0,18 pour 44 pays africains, de 1,46 pour 31 pays d'Amérique et 2,68 pour les 24 pays d'Asie. De 2,27 pour 22 pays en Europe et 1,52 pour 6 pays d'Océanie.

Sur la période de 2000-2005, le taux de croissance moyen était à nouveau de 1,98 (pour 128 pays), contre 1,82 dans les 44 pays d'Afrique, 1,46 dans les pays d'Amérique et 2,68 pour 24 pays d'Asie. 4,09 dans 22 pays en Europe et de 0,47 dans 7 pays d'Océanie.

4-5 Le rôle du taux d'investissement

Dans le modèle néo-classique en économie fermée, le taux d'épargne est exogène et égal au rapport de l'investissement sur la production. Un taux d'épargne plus élevé augmente le niveau d'équilibre de long terme de la production par travailleurs effectivement employé et, de ce fait, augmente le taux de croissance pour une valeur de départ du PIB. Quelques comparaisons spatiales de la croissance ont également mis en évidence le rôle positif important du taux d'investissement (voir par exemple, Delong et Summers 1991 et Mankiw Romer et Weil 1992).

Un rapport de causalité inverse peut cependant intervenir ici. Le coefficient positif affecté aux taux d'investissement actuels dans une régression de la croissance peut refléter une relation positive de la croissance vers l'investissement plutôt que l'effet positif d'un taux d'investissement exogène plus élevé sur le taux de croissance. Cet effet inverse risque d'apparaître plus particulièrement dans le cas d'économies ouvertes. Même si des écarts entre le taux d'épargne des pays sont exogène par rapport à la croissance, la décision d'investir dans un pays plutôt qu'à l'étranger reflète les perspectives de rendements de l'investissement, ce qui nous renvoie aux débouchés intérieurs ouverts par la croissance.

Le modèle de la colonne 1 du tableau 1-1 a été élargi pour inclure le taux d'investissement moyen sur la période comme variable explicative. Le coefficient affecté à la variable investissement est positif, et significatif.

5 Démocratie

La principale mesure de la démocratie utilisée dans cette étude est l'indicateur des droits politiques mis en place par Gastil et ses associés (1982-1994) sur la période 1990-2005. Le concept de droits politiques de Gastil est précis par sa définition de base: # les droits politiques sont les droits à participer de manière significative au processus politique. Dans une démocratie, cela signifie le droit pour tous adulte de voter et de se présenter à une charge publique, et pour les représentants élus, d'avoir un vote décisif sur les politiques publiques # (Gastil 1986-19987). Outre cette définition de base, la classification qualifie les pays de moins démocratiques si les partis minoritaires y ont peu d'influences sur la vie politique.

Gastil a appliqué le concept de droits politiques à partir d'une base subjective pour classer annuellement les pays en sept catégories, dans lesquelles le groupe 1 constitue le plus haut niveau de droits politiques et le groupe 7 le plus bas. La classification est faite par Gastil et ses associés sur la base d'un ensemble d'informations publiées relatives à chaque pays.

Jusqu'en 2003, les pays dont le total des notes moyennes des droits politiques et libertés civiles est tombé entre 1,0 et 2,5 ont été désignés « libres »; entre 3,0 et 5,5 « partiellement libres », et entre 5,5 et 7,0 « non libre ».

À partir de l'évaluation pour 2003, les pays dont le total des notes moyennes se situe entre 3,0 et 5,0 sont « partiellement libres », et ceux entre 5,5 et 7,0 sont « non libre ».

Le tableau 1-1 rend compte des résultats de l'intégration de valeur moyenne pour les mesures des droits politiques et des libertés civiles dans la régression (1) tableau 1-1, et ce, pour les données de la période 1990-2000 et 2000-2005. Le paramètre de l'indicateur de droits politiques a un signe négatif tandis que celui de la liberté civile est positif, mais aucun d'entre eux n'est significatif. Il n'existe pas de relation claire entre la croissance et les mesures de la démocratie de Gastil.

5-1 Le cadre d'analyse pour la détermination de la démocratie

L'analyse des données internationales suggère que les pays à faible niveau de développement économique ne soutiennent pas clairement la démocratie. Par exemple, les libertés politiques installées dans la plupart des États Africains nouvellement indépendants au début des années soixante ne tendent pas à durer. Inversement, les pays non démocratiques qui ont fait l'expérience d'un développement économique substantiel tendent à devenir plus démocratiques. Les pays d'Europe Centrale et de l'est, qui ont eu, pendant un certain temps, un niveau de développement économique raisonnable avance, notamment en ce qui concerne l'éducation, devinrent plus démocratiques. Ainsi, quelques données prises au hasard tendent à confirmer l'hypothèse de Lipset.

Pour conforter cette hypothèse de manière formelle, considérons un système de la forme :

$$DEMOC_{it} = a_0 + a_1 Z_{i,t} + a_2 DEMOC_{i,t-T} + U_{i,t} \quad (2-1)$$

Dans lequel i est le pays, t la période et T un délai de réaction, en général de cinq ans. $Democ$ est l'indicateur de la démocratie ; Z est un vecteur de variables, comme le PIB par habitant et l'éducation, qui influence le degré de démocratie ; et U une valeur résiduelle. Le principe dans cette équation, est que si $0 < a_2 < 1$, l'ampleur de la démocratie dans un pays converge graduellement dans le temps vers une cible (mouvante) déterminée par les variables Z . En pratique, les variables Z sont elles-mêmes fortement stables dans le temps. De manière opérationnelle, utilisons un échantillon dans lequel la variable dépendante,

$DEMOC_{it}$, est observée pour l'année 95. Les variables $Z_{i,t-T}$ et $DEMOC_{i,t-T}$ renvoient aux variables observées environ cinq ans avant c'est dates. (La valeur correspondant à $DEMOC_{t-T}$ correspond à 1990)

Tableau 1-2

Régressions relatives à l'indicateur de la démocratie (sens variable log population)

	Variable dépendante
Variables indépendantes	Démocratie

Constant	0.134(0.15)
DEMOC _{t-5}	0.338(1.75)
Log(PIB)	2.41(1.76)
Primary schooling	-0.217(2.80)
Secondary schooling	-0.149(1.07)
Log(Esperance de vie)	0.619(2.00)
R-square	0.79
Nombre d'observations	107

Notes Tableau 1-2: Le système 1, dans lesquelles la variable dépendante est la variable de l'indice de démocratie de Gastil. La variable DEMOC_{t-5} correspond à 1990. La variable PIB (PIB réel par habitant), scolarisation primaire et secondaire des personnes de 25 ans et plus et log population correspond 1990. L'espérance de vie à la naissance s'applique pour la période de 1990-1994.

Tableau 1-3

Régressions relatives à l'indicateur de la démocratie (avec Variable log population)

Variable indépendante	Variable dépendante
-----------------------	---------------------

Constant	0.539 (0.45)
DEMOC _{t-5}	2.507 (1.76)
Log(PIB)	-0.216 (2.70)
Primary schooling	-0.125(-0.85)
Secondary schooling	0.450 (1.26)
Log(Esperance de vie)	0.0413(0.29)
Log(population)	
R-square	0.78
Nombre d'observations	102

5-2 Les résultats de la régression relative à la démocratie

La colonne 1 du tableau 2-1 donne les résultats de la régression de base. Ce système contient un seul terme constant et la valeur de la démocratie avec un décalage de cinq ans. Les variables explicatives comprennent également plusieurs indicateurs relatifs au niveau de vie : log de PIB

réel par habitant, log de l'espérance de vie à la naissance et des mesures du niveau d'éducation atteint. Ces indicateurs sont observés environ cinq ans avant la variable dépendante.

La première observation tirée de la colonne 1 du tableau 2-1 est que le coefficient estimé de l'indicateur de la démocratie retardée est 0,39 (écart-type de 0,18). Le coefficient estimé relatif à la démocratie retardée est largement positif et aussi significatif (2.07).

Les résultats relatifs au niveau de vie confirment largement l'idée de Lipset selon laquelle les pays les prospères ont davantage de chances d'être démocratiques. Les coefficients estimés de log (PIB) et log (espérance de vie) sont nettement positifs : 2.41 (1.76) et 0.61 (2.00) respectivement, mais seule la variable log (espérance de vie) est significative. Ainsi, le niveau de démocratie recherchée augmente avec ces indicateurs de niveau de vie.

Le coefficient estimé relatif à l'âge de fin d'études primaires et secondaires totale de vingt-cinq ou plus, est largement négatif, mais la variable scolarisation primaire totale est significative - 0.21 (2.80). Un aspect surprenant de ce résultat réside dans le fait que, lorsque le PIB et l'espérance de vie restent constants, le niveau de scolarisation ne permet pas d'expliquer la démocratie.

Mais une mesure explicite de l'inégalité dans l'éducation n'a pas un grand pouvoir explicatif pour la démocratie. Peut-être plus prometteuse est l'idée, rappelant Tocqueville (1835), qu'une plus large facilité d'éducation des filles va avec une structure sociale généralement plus participative, et de fait, plus réceptive à la démocratie.

Le coefficient relatif au log de la population est positif, mais non significatif : 0.41 (0.14) ainsi on ne peut mettre clairement en évidence le fait que les pays plus ou moins grands aient plus ou moins tendance à être démocratiques

Conclusion

L'interaction entre démocraties et le développement économique passent par l'effet de la liberté politique sur la croissance et l'influence du niveau de vie sur l'étendue de la démocratie. En ce qui concerne la détermination de la croissance, l'analyse de fond fait ressortir favorable les marchés libres, la consommation publique, et le capital humain. Une fois que ces sortes de variables et le niveau initial du PIB sont maintenus constants, l'effet global de la démocratie sur la croissance est faiblement négatif.

La relation positive entre la démocratie et les mesures antérieures de la prospérité (hypothèse de Lipset) est donc vérifiée comme une régularité empirique. Étant donné la force de cette relation, il est surprenant qu'il n'existe pas de modèles théoriques convaincants de ce mécanisme et le développement d'une telle théorie est une priorité pour des recherches ultérieures. Au niveau empirique, il serait intéressant de creuser la relation entre la démocratie

et inégalité, le statut colonial et la religion. Le développement de théories satisfaisantes pour expliquer la démocratie permettra peut-être d'identifier de nouvelles relations empiriques.

Bibliographie :

Robert J.Barro (les facteurs de la croissance économique (une analyse transversale par pays).

Barro, R. 1996, "Democracy and Growth," Journal of Economic Growth.

Aymo Brunetti Politique et Croissance économique

Philippe Aghion et Peter howitt Économies de la croissance

Helpman Institutions and Economic Performance

Annexe I : Définitions et sources des variables économiques

Abréviation	Description	Source
Taux Croissance	Croissance moyenne du PIB par habitant (1990-1999 ou 2000-2005)	Summers et Heston
Log(PIB) réel par habitant	PIB réel par habitant (1990 et 2000)	Summers et Heston(1991)
Primaire et Secondaire total	Inscription dans le primaire et le secondaire (1990 et 2000)	Barro and Lee
Log (Esperance de vie)	Espérance de vie à la naissance (1990-1994 2000-2004)	National Accounts World Bank
Log(taux de fécondité)	Taux de fécondité (1990-1999, 2000-2004)	National Accounts World Bank
Taux de consommation publique		National Accounts World Bank
Indice de la démocratie	Droit politique (1990-1999,2000-2004)	Freedom house (Gastil)
Liberté civile	Liberté civile (1990-1999,2000-2004)	Freedom house (Gastil)
Taux d'inflation moyen	Taux d'inflation (1990-1999,2000-2004)	FMI
Taux d'investissement	Taux d'investissement (1990-1999,2000-2004)	Summers et Heston
Log (population)	Population (1990)	Summers et Heston

Annexe II: Liste des pays

Algérie	Mali	Guatemala	Jordanie
Angola	Mauritanie	Haïti	Koweït
Bénin	Maurice	Honduras	Malawi
Burkina Faso	Maroc	Jamaïque	Népal
Burundi	Mozambique	Mexique	Oman
Cameroun	Niger	Nicaragua	Pakistan
Cap-Vert	Nigéria	Panama	Philippines
Tchad	Rwanda	Sainte-Lucie	Arabie saoudite
Comores	Sénégal	Saint-Vincent-et-les Grenadines	Singapour
Congo, RD	Seychelles	Trinité-et-Tobago	Sri Lanka
Congo, R	Sierra Leone	États-Unis	République arabe syrienne
Égypte,	Afrique du Sud	Argentine	Thaïlande
Éthiopie	Soudan	Bolivie	Émirats arabes unis
Gabon	Swaziland	Brésil	Yémen, Rép. du
Gambie	Tanzanie	Chili	Autriche
Ghana	Togo	Colombie	Belgique
Guinée	Tunisie	Équateur	Danemark
Guinée-Bissau	Ouganda	Guyane	Finlande
Côte d'Ivoire	Zambie	Paraguay	France
Kenya	Zimbabwe	Pérou	Allemagne
Lesotho	Bahamas	Suriname	Grèce
Libéria	Barbade	Uruguay	Hongrie
Madagascar	Canada	Venezuela	Islande
Malawi	Costa Rica	Afghanistan	Irlande
Turquie	Dominique	Bahreïn	Italie
Royaume-Uni	République dominicaine	Bangladesh	Luxembourg
Australie	El Salvador	Chine	Malte
Fidji	Grenade	Inde	Pays-Bas
Nouvelle-Zélande	Îles	Indonésie	Norvège
Papouasie-Nouvelle Guinée	Salomon	Iran, République islamique d'	Pologne
	Vanuatu	Iraq	Portugal
	Samoa	Israël	Espagne
		Japon	Suède
			Suisse

